

**MONTRÉAL**

1180, rue Drummond
Bureau 620
Montréal (Québec) H3G 2S1
T 514 878-9825

QUÉBEC

3340, rue de La Pérade
3^e étage
Québec (Québec) G1X 2L7
T 418 687-8025

OPINION PUBLIQUE SUR LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ENTRE L'ÉTAT ET LES SYNDICATS

RAPPORT HEBDOMADAIRE PRÉSENTÉ AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Méthodologie. Ce sondage a été mené en ligne du 5 au 7 mai 2021 auprès de 1 018 adultes québécois. L'échantillon est tiré principalement du panel Or de SOM, lequel est constitué exclusivement d'internautes recrutés de façon aléatoire par téléphone fixe et cellulaire (échantillon probabiliste). Une partie de l'échantillon provient aussi d'un panel externe. Les données ont été pondérées pour refléter au mieux les caractéristiques de la population selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, la scolarité, la taille du ménage, le statut de propriété (propriétaire/locataire) et la région.

Les résultats de quelques questions sont comparés avec un sondage similaire mené la semaine précédente.

PRINCIPAUX CONSTATS



La conférence de presse du 2 mai a eu un impact significatif sur la notoriété des négociations et des offres gouvernementales

La majorité des Québécois (72 %) savent maintenant que des négociations sont en cours entre l'État et les syndicats, une hausse significative de 6 points par rapport à la mesure de la semaine précédente (66 %). La proportion de répondants qui affirment connaître le contenu des offres gouvernementales (très ou plutôt bien) fait quant à elle un bond important de 11 points, passant de 17 % à 28 %. Ces hausses sont très certainement attribuables au point de presse de M. Legault et Mme LeBel qui s'est tenue le 2 mai, entre les deux coups de sonde.

Des offres « correctes » pour répondre à des demandes « correctes »

Comme on pouvait s'y attendre, une proportion non négligeable de la population au courant des négociations considère que les demandes syndicales sont exagérées (28 %). Ce sentiment est plus fort dans le secteur privé (38 %) et en milieu non syndiqué (34 %) notamment. Ceci étant dit, presque la moitié des Québécois qui ont entendu parler des négociations estiment que les demandes syndicales sont justifiées (« correctes » à 48 %), une proportion qui grimpe à 66 % chez les plus jeunes (18-34 ans). Il faut donc jouer de prudence dans le ton à adopter pour la suite des négociations.

Malgré le discours du 2 mai, très peu de Québécois au fait des négociations considèrent les offres gouvernementales comme généreuses (7 %). Les avis sont partagés entre « correctes » (34 %) et « insuffisantes » (30 %). La non-réponse élevée (29 % des gens ne se prononcent pas) montre toutefois à quel point les offres sont méconnues et soulignent l'importance, pour le gouvernement, de poursuivre les efforts de communication s'il souhaite influencer l'opinion publique. D'ailleurs, la proportion de répondants qui considèrent les offres du gouvernement comme « généreuses » est trois fois plus grande lorsqu'on affirme connaître la proposition gouvernementale (14 % contre 4 %).

Plusieurs arguments en faveur du gouvernement... et d'un règlement rapide des négos

- On observe une grande lassitude à l'égard de la situation : une large majorité de Québécois considèrent que les négociations ont assez duré (79 % d'accord, 87 % après répartition proportionnelle des indécis). Cette proportion est plus grande chez les travailleurs du secteur privé (90 %), mais demeure élevée du côté des employés de l'État (81 %).
- Plus de huit Québécois sur dix sont d'accord pour que le gouvernement Legault donne la priorité aux mesures proposées dans le cadre des négociations (82 % d'appui, 86 % après répartition proportionnelle des indécis).
- Les deux tiers des Québécois font confiance au gouvernement Legault pour conclure une entente qui sera bénéfique pour le Québec (63 % de réponses « très ou assez confiance », 68 % en excluant la non-réponse).
- Enfin, quant à savoir si les syndicats devraient accepter les offres du gouvernement, plusieurs n'osent pas se prononcer (20 % d'indécis). Lorsqu'on exclut ces derniers, on constate toutefois une tendance nettement positive (69 % d'accord), mais qui s'avère sans surprise beaucoup plus faible parmi les travailleurs des secteurs public ou parapublic (49 %).

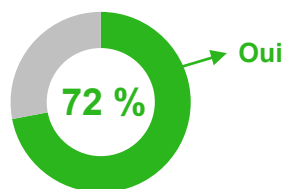
NOTORIÉTÉ DES NÉGOCIATIONS ET DES OFFRES GOUVERNEMENTALES



Q1. Des négociations sont actuellement en cours entre le gouvernement du Québec et les syndicats qui représentent les employés des services publics et parapublics dans le cadre du renouvellement de leurs conventions collectives.

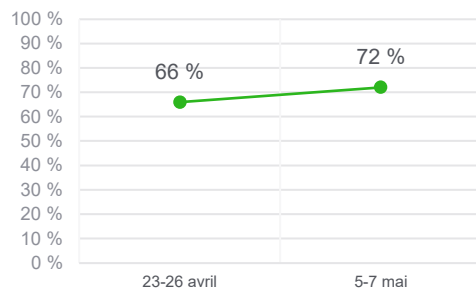
Avant aujourd'hui, en aviez-vous entendu parler ?

Base : tous, n : 1 018



Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à avoir répondu « oui » :

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| ↑ Syndiqué (87 %) | ↓ Non-syndiqué (70 %) |
| ↑ Retraité (84 %) | ↓ Femme (68 %) |
| ↑ Universitaire (82 %) | ↓ RMR Montréal (68 %) |
| ↑ 65 ans ou plus (81 %) | ↓ Sans études postsecondaires (66 %) |
| ↑ Travailleurs (76 %) | ↓ 18-34 ans (55 %) |
| ↑ Homme (76 %) | |



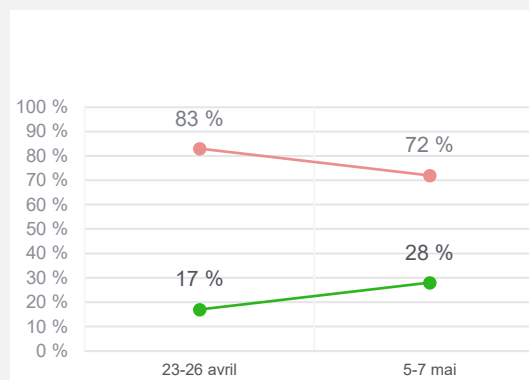
Q2. Connaissez-vous le contenu des offres déposées par le gouvernement du Québec aux syndicats qui représentent les employés des services publics et parapublics ?

Base : répondants qui ont entendu parler des négociations, excluant la non-réponse n : 777

Très/plutôt mal **72 %**

Plutôt/très bien **28 %**

- ↑ 65 ans ou plus (37 %)
- ↑ Secteur public ou parapublic (36 %)
- ↑ Retraité (35 %)
- ↑ Syndiqué (33 %)
- ↓ Non-syndiqué (19 %)
- ↓ Secteur privé (15 %)

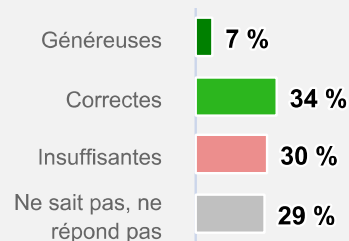


PERCEPTIONS DES OFFRES ET DES DEMANDES



Q3. Au meilleur de votre connaissance, comment décririez-vous les offres déposées par le gouvernement du Québec ?

Base : répondants qui ont entendu parler des négociations, excluant la non-réponse, n : 802



Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à avoir répondu « **correctes** » :

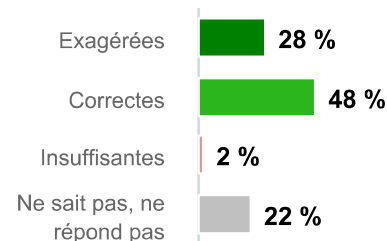
↑ Retraité (48 %)	↓ Connaît mal les offres du gouvernement (31 %)
↑ 65 ans ou plus (47 %)	↓ Travailleur (29 %)
↑ Connaît bien les offres du gouvernement (42 %)	↓ Secteur public ou parapublic (22 %)
↑ Non-syndiqué (35 %)	↓ 18 à 34 ans (22 %)
↑ Secteur privé (34 %)	↓ Syndiqué (21 %)

Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à avoir répondu « **insuffisantes** » :

↑ Secteur public ou parapublic (52 %)	↓ Connaît mal les offres du gouvernement (27 %)
↑ 18 à 34 ans (52 %)	↓ Non-syndiqué (24 %)
↑ Syndiqué (47 %)	↓ Sans études postsecondaires (24 %)
↑ Connaît bien les offres du gouvernement (42 %)	↓ 55 ans ou plus (22 %)
↑ Universitaire (39 %)	↓ Retraité (20 %)
↑ Travailleur (34 %)	↓ Secteur privé (16 %)

Q4. Au meilleur de votre connaissance, comment décririez-vous les demandes des syndicats qui représentent les employés des services publics ?

Base : répondants qui ont entendu parler des négociations, excluant la non-réponse, n : 802



Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à avoir répondu « **correctes** » :

↑ 18 à 34 ans (66 %)	↓ Connaît mal les offres du gouvernement (45 %)
↑ Secteur public ou parapublic (63 %)	↓ Non-syndiqué (40 %)
↑ Syndiqué (61 %)	↓ 55 ans ou plus (40 %)
↑ Occupation autre que travailleur ou retraité (60 %)	↓ Retraité (40 %)
↑ Connaît bien les offres du gouvernement (59 %)	↓ Secteur privé (33 %)

Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à avoir répondu « **exagérées** » :

↑ 65 ans ou plus (39 %)	↓ Connaît mal les offres du gouvernement (24 %)
↑ Secteur privé (38 %)	↓ Femme (22 %)
↑ Retraité (38 %)	↓ Syndiqué (15 %)
↑ Connaît bien les offres du gouvernement (36 %)	↓ Secteur public ou parapublic (15 %)
↑ Non-syndiqué (34 %)	↓ 18 à 34 ans (14 %)
↑ Homme (33 %)	

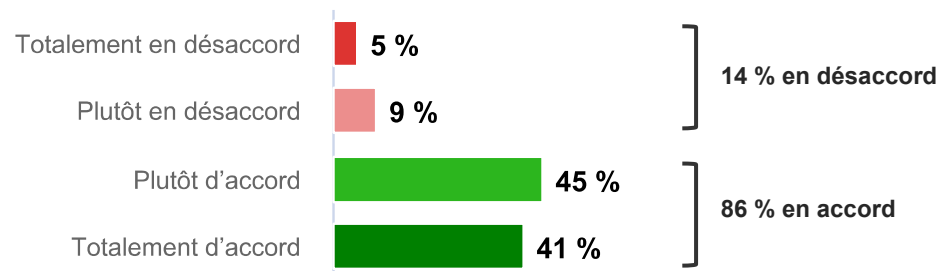
APPUI À LA PROPOSITION DU GOUVERNEMENT



Q5. Le gouvernement Legault propose d'augmenter le nombre d'infirmières, de préposés en CHSLD et d'enseignants, et aussi d'augmenter leur salaire de façon plus importante que l'inflation.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord que le gouvernement de François Legault donne la priorité à ces mesures dans le cadre des négociations?

Base : tous, excluant la non-réponse, n : 979



Aucun segment sociodémographique ne se distingue sur cette question.

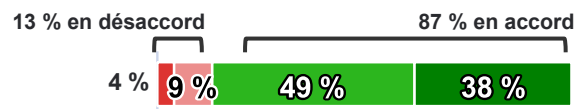
PERCEPTIONS DES NÉGOCIATIONS



Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants?

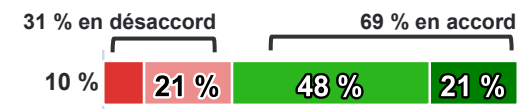
Q6. Après un an, les négociations ont assez duré.

Base : tous, excluant la non-réponse, n : 948



Q7. Les syndicats devraient accepter les offres du gouvernement.

Base : tous, excluant la non-réponse, n : 827



● Totalement en désaccord ● Plutôt en désaccord ● Plutôt d'accord ● Totalement d'accord

Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à être **en accord** :

- | | |
|------------------------|---------------------------------------|
| ↑ Secteur privé (90 %) | ↓ Syndiqué (82 %) |
| ↑ Non-syndiqué (89 %) | ↓ Secteur public ou parapublic (81 %) |
| | ↓ 18 à 24 ans (74 %) |

Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à être **en accord** :

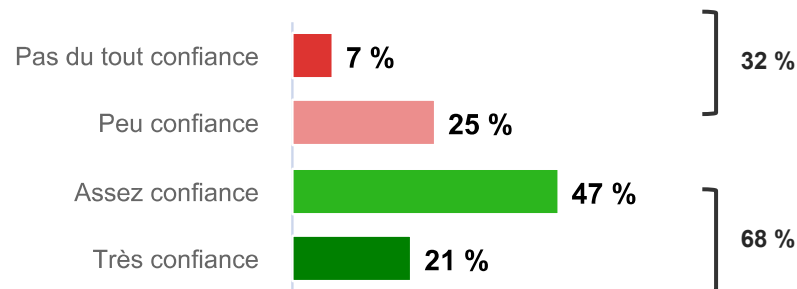
- | | |
|--|--|
| ↑ N'avait pas entendu parler des négociations (79 %) | ↓ Avait entendu parler des négociations (65 %) |
| ↑ 65 ans ou plus (75 %) | ↓ Travailleur (63 %) |
| ↑ Retraité (75 %) | ↓ Universitaire (59 %) |
| ↑ Secteur privé (74 %) | ↓ Connaît bien les offres du gouvernement (58 %) |
| ↑ Sans études postsecondaires (74 %) | ↓ 25 à 34 ans (55 %) |
| ↑ Non-syndiqué (72 %) | ↓ Syndiqué (49 %) |
| ↑ Connaît mal les offres du gouvernement (68 %) | ↓ Secteur public ou parapublic (49 %) |

CONFIANCE ENVERS LE GOUVERNEMENT



Q8. Faites-vous confiance au gouvernement de François Legault pour conclure une entente avec les syndicats qui sera bénéfique pour le Québec?

Base : tous, excluant la non-réponse, n : 951



Les répondants des sous-groupes suivants sont plus (↑) ou moins (↓) nombreux, en proportion, à avoir **très ou assez confiance** :

- | | |
|--|---|
| ↑ Non-syndiqué (70 %) | ↓ Syndiqué (58 %) |
| ↑ Secteur privé (70 %) | ↓ Secteur public ou parapublic (57 %) |
| ↑ 55 ans ou plus (81 %) | ↓ 18 à 34 ans (51 %) |
| ↑ Retraité (81 %) | ↓ 35 à 44 ans (59 %) |
| ↑ Avait entendu parler des négociations (71 %) | ↓ Occupation autre que travailleur ou retraité (56 %) |
| | ↓ N'avait pas entendu parler des négociations (61 %) |